

BANQUE ALIMENTAIRE DE LA SOMME
Association
Siège social : 16 avenue du Great Eastern
80 330 LONGUEAU

RAPPORTS du COMMISSAIRE aux COMPTES

EXERCICE clos le 31 DECEMBRE 2024



BBA expertise
Experts-comptables associés

1, allée de la Pépinière
Centre Oasis Dury
Bâtiment "LE PASSIFLORE"
80000 AMIENS

Tél. 03 60 28 55 66
Fax. 03 60 28 55 96

bba@bbaexpertise.fr

S.A.S. d'expertise comptable - Tableau de l'ordre d'Amiens
Capital social de 40 000 € - RCS AMIENS 421 203 704
n° TVA : FR 78 421 203 704

BANQUE ALIMENTAIRE DE LA SOMME
Association
Siège social : 16 avenue du Great Eastern
80 330 LONGUEAU

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

Aux Adhérents de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 23 septembre 2021, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Banque Alimentaire de la Somme relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Banque Alimentaire de la Somme à la fin de l'exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

- **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi et notamment du bilan financier présenté par le trésorier et de documents adressés aux adhérents.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le bilan financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président et son bureau.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

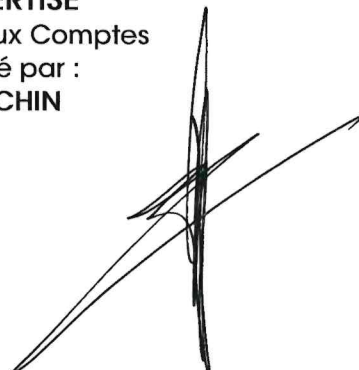
Fait à Amiens, le 02 avril 2025

BBA EXPERTISE

Commissaire aux Comptes

Représenté par :

Tony HUCHIN



DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue s'ils reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

État préparatoire au Bilan Actif

État exprimé en €		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024			Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles :				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles :				
	Terrains	23 470,60	23 469,60	1,00	1,00
	Constructions	624 040,79	147 880,34	476 160,45	491 761,46
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	30 666,33	26 686,22	3 980,11	2 482,02
	Autres immobilisations corporelles	255 357,61	208 848,90	46 508,71	54 502,31
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières :				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	309,00		309,00	309,00
Total de l'actif immobilisé (II)		933 844,33	406 885,06	526 959,27	549 055,79
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours :				
	Stocks et en-cours				
	Créances :				
	Créances adhérents, usagers et cpt. rattachés	3 704,68		3 704,68	24 306,81
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	117 040,98		117 040,98	143 708,56
	Charges constatées d'avance				821,11
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	227 682,19		227 682,19	241 723,75
Total de l'actif circulant (III)		348 427,85		348 427,85	410 560,23
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		1 282 272,18	406 885,06	875 387,12	959 616,02

État préparatoire au Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres :		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves :		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	321 173,21	339 786,13
	Excédent ou déficit de l'exercice	10 402,86	-18 612,92
	Situation nette (sous total)	331 576,07	321 173,21
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	25 702,30	37 710,66
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres (I)	357 278,37	358 883,87
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
PROVISIONS	Fonds dédiés		28 000,00
	Total des fonds reportés et dédiés (II)		28 000,00
PROVISIONS	Provisions pour risques	66 290,28	75 367,28
	Provisions pour charges		
	Total des provisions (III)	66 290,28	75 367,28
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	370 919,44	395 755,81
	Emprunts et dettes financières diverses	461,72	
	Instruments financiers à termes		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	9 945,14	8 468,98
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	17 483,95	46 168,95
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	28 608,22	22 571,13
	Produits constatés d'avance	24 400,00	24 400,00
	Total des dettes (IV)	451 818,47	497 364,87
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)		875 387,12	959 616,02

État préparatoire au Compte de résultat - Produits

État exprimé en €		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Produits d'exploitation	Cotisations	118 956,60	116 238,80
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	215 816,28	218 416,53
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	39 063,65	48 120,00
	Mécénats	50 565,00	40 425,63
	Legs, donations et assurances-vie		
Produits financiers	Contributions financières		2 469,00
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	9 077,00	25 642,23
	Utilisations des fonds dédiés	28 000,00	6 089,66
	Autres produits	11 087,28	187,11
	Total des produits d'exploitation (I)	472 565,81	457 588,96
	Participations	5 251,24	3 318,06
	Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
Produits exceptionnels	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (II)		5 251,24	3 318,06
Produits exceptionnels (III)		14 437,76	17 008,36
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)		492 254,81	477 915,38
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		0,00	18 612,92
TOTAL GENERAL		492 254,81	496 528,30

Etat préparatoire au Compte de résultat - Charges

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	76 789,90	21 273,19
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	161 751,70	133 273,46
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	11 666,35	6 092,29
	Salaires	132 614,59	167 831,43
	Cotisations sociales	23 367,91	50 174,72
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	35 873,32	39 233,04
	Dotations aux provisions		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Report en fonds dédiés		
	Autres charges	24 284,27	0,45
	Total des charges d'exploitation (I)	466 348,04	417 878,58
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	11 225,75	11 493,85
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (II)	11 225,75	11 493,85
	Charges exceptionnelles (III)	4 278,16	67 155,87
	Participation des salariés aux résultats (IV)		
	Impôts sur les bénéfices (V)		
	TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)	481 851,95	496 528,30
	SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	10 402,86	0,00
	TOTAL GENERAL	492 254,81	496 528,30

Évaluation des contributions volontaires en nature

État exprimé en €		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Ressources	Contribution volontaires en nature		
	Dons en nature	4 012 729,00	4 105 717,00
	Prestations en nature		
	Bénévolat	590 144,00	545 513,00
	Total des ressources	4 602 873,00	4 651 230,00
Emplois	Charges des contributions volontaires en nature		
	Secours en nature	4 012 729,00	4 105 717,00
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole	590 144,00	545 513,00
	Total des emplois	4 602 873,00	4 651 230,00

Règles et méthodes comptables

23 avril 2025

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 875 387,12 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 10 402,86 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ✓ Comparabilité et continuité de l'exploitation
- ✓ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- ✓ Indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

La Banque Alimentaire de la Somme a pour objet, dans une démarche de solidarité, d'apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies en partenariat avec des Associations et Organismes sociaux. Cette aide vise à promouvoir une alimentation de qualité et créatrice de lien, facteur de retour à une vie normale pour ces personnes.

Les moyens mis en œuvre :

Pour réaliser cet objet, la Banque Alimentaire de la Somme :

- ✓ Adhère à la FFBA (Fédération Française des Banques Alimentaires),
- ✓ Prospecte et collecte des produits alimentaires en luttant contre le gaspillage,
- ✓ Organise chaque année une collecte dite "nationale" en mobilisant les associations partenaires et des bénévoles occasionnels,
- ✓ Privilégie les denrées permettant une alimentation diversifiée, équilibrée et régulière,
- ✓ Les transporte et les distribue, avec le souci du partage, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire,

- ✓ S'investit pour être reconnue en tant qu'acteur local de la lutte contre l'exclusion, se dote des ressources et compétences nécessaires en faisant essentiellement appel au bénévolat, et développe les savoir-faire par des organismes de sensibilisation et de formation,
- ✓ Collabore avec les autres BA au sein d'une Organisation Territoriale du Réseau (OTR) pour optimiser les ressources et échanger les bonnes pratiques.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Nous ne notons pas de changements de méthode comptable sur l'exercice. Toutefois, nous rappelons que la comptabilisation des subventions a constitué sur l'exercice 2022 un changement comptable au sens du règlement ANC n°2016-08. En effet, les subventions octroyées par Amiens et le Conseil Départemental étant soumises à conditions, la comptabilisation des subventions pour la totalité du montant engagé n'est pas permise. En effet, la réalisation de la condition doit être appréciée à la clôture de l'exercice afin de déterminer si la part non versée de la subvention peut être inscrite en produits. En occurrence, bien que la réalisation du dépôt des comptes a été réalisée, la subvention n'a pas été versée en contrepartie et ne doit pas apparaître en produits sur l'exercice. A ce titre, 24 400 euros ont été reportés, ce qui correspond au même montant que l'année dernière.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- ✓ Des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Amortissements des biens décomposables :

Les biens décomposables sont amortis sur la durée réelle d'utilisation. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- ✓ Constructions 8 à 20 ans
- ✓ Agencement et aménagement des constructions 5 à 8 ans
- ✓ Installations techniques 5 à 10 ans
- ✓ Matériels de transport 5 ans
- ✓ Matériels de bureau & info 3 à 5 ans
- ✓ Mobilier 10 ans

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

DETTES

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Notes sur les comptes annuels

23 avril 2025

Tableau des immobilisations

Num compte	Libellé	Valeur brute 31/12/N-1	Acquisitions	Sorties	Valeur brute 31/12/N
211	Terrains	1	-	-	1
212	Agencements et aménagements des constructions	23 470	-	-	23 470
2 131	Bâtiments	624 041	-	-	624 041
215	Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 887	-	-	2 887
2 151	Installations complexes spécialisées	12 608	-	-	12 608
2 154	Matériel industriel	4 146	-	-	4 146
2 155	Outillage industriel	8 639	2 387	-	11 026
21 811	Inst. Gen. Agenc. Div.	22 699	-	-	22 699
21 812	Chambre froide NEG	21 954	-	-	21 954
21 813	Chambres froides + Tri	22 806	-	-	22 806
21 814	Balance connectée	1 364	-	-	1 364
2 182	Matériel de transport	33 042	-	-	33 042
21 821	Matériel de transport	68 747	11 390	-	80 137
21 822	Chariot indust. Électrique	24 770	-	-	24 770
21 823	Chariot Toyota 8FBEKT18	27 000	-	-	27 000
2 183	Matériel bureau et matériel informatique	4 818	-	-	4 818
21 831	Matériel bureau et informatique	16 767	-	-	16 767
21 832	Logiciels Sage	0	-	-	0
2 184	Mobilier	-	-	-	-
2 751	Dépôts	309	-	-	309
	TOTAL	920 066	13 777	-	933 843

Tableau des amortissements

Num compte	Libellé	Amort au 31/12/N-1	Augment. Dotations	Réduction Reprises	Retraitement comptables	Amort au 31/12/N
211	Terrains	-				-
212	Agencements et aménagement des constructions	23 470				23 470
2131	Bâtiments	132 279	15 601			147 880
215	Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 887				2 887
2151	Installations complexes spécialisées	12 608				12 608
2154	Matériel industriel	2 957	429			3 386
2155	Outillage industriel	7 346	460			7 805
21811	Inst. Gen. Agenc. Div.	20 900	1 800			22 700
21812	Chambre froide NEG	21 954				21 954
21813	Chambres froides + Tri	22 806				22 806
21814	Balance connectée	1 364				1 364
2182	Matériel de transport	14 061	6 608			20 669
21821	Matériel de transport	68 747	753			69 500
21822	Chariot indust. Électrique	15 069	2 477			17 546
21823	Chariot Toyota 8FBEKT18	6 270	5 400			11 670
2183	Matériel bureau et matériel informatique	4 245	573			4 818
21831	Matériel bureau et informatique	14 050	1 773			15 822
21832	Logiciels Sage	-	-			-
2184	Mobilier	-	-			-
2751	Dépôts	-	-			-
TOTAL		371 012	35 873	-		406 885

23 avril 2025

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 705	3 705	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A			
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	117 041	117 041	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	120 746	120 746	
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	370 919	25 541	109 615	235 763
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers	462	462		
Fournisseurs et comptes rattachés	9 945	9 945		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 408	17 408		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	76	76		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	28 608	28 608		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	24 400	24 400		
TOTAL GENERAL	451 818	106 440	109 615	235 763
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	24 837			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Tableau de suivi des provisions

	A l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises	A la clôture de l'exercice
Provisions	75 367		9 077	66 290
Dépréciations des comptes de tiers				
Dépréciation des comptes financiers				
TOTAL	75 367		9 077	66 290

Tableau de variation des fonds propres

SITUATION A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		SOLDE
Fonds propres avant affectation du résultat antérieur		339 786
Distributions sur résultats antérieurs		-18 612
Fonds propres après affectation du résultat antérieur		321 173
VARIATIONS EN COURS D'EXERCICE	En moins	En plus
Variations des fonds propres statutaires		
Variation des fonds propres complémentaires		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		25 702
Variations des provisions réglementées		
Résultat de l'exercice		10 402
SOLDE		36 104
SITUATION A LA CLOTURE DE L'EXERCICE		SOLDE
Fonds propres avant répartition		357 278

Notes sur les contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature concernent l'ensemble des apports gratuits faits par une personne physique ou morale (bénévolat, biens et services, etc.). Le règlement de l'ANC n°2018-06 prévoit leur valorisation et leur comptabilisation lorsque leur nature et leur importance sont essentiels à la compréhension de l'activité et lorsque l'entité est en mesure de les recenser et de les valoriser correctement.

A ce titre, les contributions volontaires en nature sont valorisées, à la clôture de l'exercice, à 4 602 873 €, décomposées de la manière suivante :

✓ Secours en nature	4 012 729 €
✓ Personnel bénévole	590 144 €

Ces contributions ont été valorisées par l'intermédiaire de méthodes de valorisation définies par la Fédération Française des Banques alimentaires à partir de la valeur mercantile pour les dons en nature et à partir des taux de valorisation horaire basées sur le SMIC pour le bénévolat.

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 700
Dettes fiscales et sociales	13 659
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	11
TOTAL	22 370

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant TTC
Exploitation	24 400
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	24 400

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant TTC
Exploitation	
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	

Les engagements hors bilan

Dettes garanties par des suretés réelles	Dettes garanties	Montant des suretés
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	370 919	370 919
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	370 919	370 919

L'emprunt finançant l'acquisition des locaux de la Banque Alimentaire fait l'objet de deux garanties :

- ✓ Une hypothèque conventionnelle de niveau 1 pour un montant de 288 000 euros, pour une durée de 276 mois.
- ✓ Une caution collective publique notariée, supportée par le Conseil Départemental de la Somme, portant sur une somme de 288 000 euros.

Les effectifs

Effectifs	31/12/2024	31/12/2023
Ingénieurs et cadres	1	1
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	6	6
Ouvriers		
TOTAL	7	7

Tableau de suivi des fonds dédiés

Suivi des fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
AMAZON	3 000	0	3 000	0
CREDIT MUTUEL	25 000	0	25 000	0
TOTAL	28 000	0	28 000	0

BANQUE ALIMENTAIRE DE LA SOMME
Association
Siège social : 16 avenue du Great Eastern
80 330 LONGUEAU

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION de l'ORGANE DELIBERANT RELATIVE à l'APPROBATION
des COMPTES de l'EXERCICE CLOS le 31/12/2024**

Aux Adhérents de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

Au cours de notre intervention, nous n'avons pas constaté de conventions réglementées attribuées vis-à-vis de l'Association.

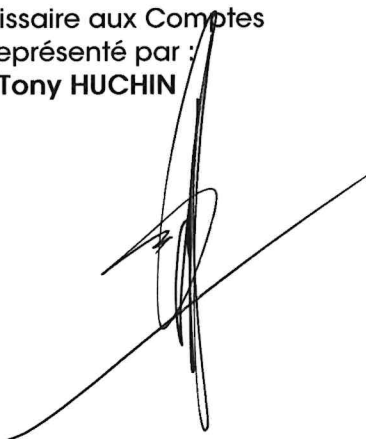
Fait à Amiens, le 02 avril 2025

BBA EXPERTISE

Commissaire aux Comptes

Représenté par :

Tony HUCHIN

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Tony Huchin, is written over the printed name and extends downwards and to the left.